

RÉCESSION? STABILISATION? PROGRESSION?



Le Chômeur

Voir page 16

de la Classe
de l'Industrie et
du Commerce

DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE

Débat public en l'Athénée,
le 3 octobre 1977,
avec la participation de:

M^{me} Yvette JAGGI

Directrice, Fédération romande des
consommatrices, Genève.

M. Jean-Pierre MASMEJAN

Directeur, Chambre vaudoise du
commerce et de l'industrie, Lausanne.

M. Pierre MOREN

Président central de la Fédération
suisse des cafetiers, restaurateurs et
hôteliers, Sion.

M. René N. RETORNAZ

Directeur, Fédération horlogère suisse,
Bienne.

Modérateur:

Paul A. Ladame

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN CAUSE

N° 2

155^e ANNÉE - OCTOBRE 1977

Le numéro: 5.— fr.

Abonnement de 10 numéros: 40.— fr.

Paraît le premier lundi du mois

La Société des Arts de Genève,
fondée en 1776, comporte trois Classes:
Agriculture, Beaux-Arts,
Industrie et Commerce.
Son siège est au Palais de l'Athénée,
2, rue de l'Athénée, CH-1205 Genève,
tél. (022) 20 41 02.

Rédacteur responsable:

Paul A. Ladame, Président de la Classe.



Patek Philippe.
Parce qu'au sommet, il n'y a de place
que pour un nom.

La Direction du

CRÉDIT SUISSE

apporte ses félicitations et ses vœux

à la

Classe de l'industrie et du commerce

de la

SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE



CREDIT SUISSE
CS

PROCHAINES MANIFESTATIONS

La prochaine manifestation, qui aura lieu en l'Athénée le lundi 7 novembre, à 20 h. 30 précises, sera entièrement consacrée à un grand débat public sur

LA PAIX DU TRAVAIL

Cette convention a été élaborée dans les années 30, en raison de la crise économique (et bientôt aussi sociale et politique) qui a ébranlé le monde et a conduit à la Deuxième guerre mondiale. Elle a été signée le 19 juillet 1937 par Konrad ILG, pour les syndicats ouvriers et par Ernst DUBI pour les organisations patronales.

La Paix du Travail fête donc cette année le 40me anniversaire de sa fondation. Ce n'est pas un droit acquis, indiscutable et inaliénable ; ce n'est pas une capitulation, ni d'un côté, ni de l'autre ; ce n'est ni un mariage de raison, ni un accord intangible : c'est un compromis, typiquement suisse, typiquement fédéraliste, entre partenaires égaux, reconnaissant que leur but commun est le bien-être du pays - car c'est du bien-être de l'ensemble que dépend celui des parties qu'ils représentent- et que c'est dans leur intérêt bien compris de travailler la main dans la main avec ce bien-être de la Confédération helvétique comme principal objectif.

A ce débat du 7 novembre participeront :

- Le Professeur Philippe BOIS, de l'Université de Neuchâtel, spécialiste du droit du travail, médiateur, respecté par les deux parties, dans le conflit Dubied ;
- M. Ezio CANONICA, Président jeune et dynamique de l'Union syndicale suisse, Tessinois trilingue, qui sait défendre, avec fermeté et souplesse, l'intérêt des travailleurs ;
- M. André REYMOND, patron des Ateliers des Charmilles, président de l'Union des Industriels en Métallurgie, ferme dans ses convictions ouvert aux idées d'autrui ; et, enfin,
- Mme Jacqueline RUCHET, chef du personnel-adjoint du Grand Passage, une femme, et mère de famille, rompue, professionnellement, à tous les problèmes des relations humaines dans l'entreprise.
- Enfin et surtout : le fidèle public de la Salle des Abeilles de l'Athénée, qui participera activement, par ses questions, à éclairer tous les aspects de la Paix du Travail, pilier fondamental de notre économie, du bien-être et du progrès de la Suisse.

**** * * * * *

- ➔ 5 décembre : L'ENERGIE, PROBLEME CRUCIAL ; Point de la situation - politisation - dogmes écologiques - Impact mondial - solutions proposées ... avec MM. Eric MULLER, Adm.-dél.C.I.R.; Jean MUSSARD, réd. Revue Polytechnique; Marc WINIGER, Adm.-dél. SAPAG et Mme Andrée WEITZEL, D.M.F.

Suite en page 23



(Ce frontispice est repris du premier "Précis sur l'Origine, le But ; et le Régime de la Société établie à Genève pour l'encouragement des Arts & de l'Agriculture --- 1778" .)



ÉDITORIAL

"Quoique votre Genève ne soit, pour ainsi dire, qu'un point sur le globe (voir p. 6), elle s'est rendue le point le plus intéressant pourtant de toute sa surface. L'industrie, la bonne foi, la simplicité dans les manières, l'hospitalité, et les lumières de tout genre semblent s'y être naturalisées ; et cette réunion devrait concilier à votre Etat les vœux du genre humain tout entier pour la durée de sa liberté et de son bonheur : ne doutez pas de la sincérité des miens pour la continuation des faveurs, dont la Providence a comblé votre République. "

Cette appréciation, on s'en doute, n'est pas de la plume d'un démagogue bernois, dans un pamphlet destiné à salir son pays; elle ne date pas non plus d'aujourd'hui. Elle a été écrite, il y a plus d'un siècle et demi, en 1821, par Thomas Jefferson, fondateur et troisième président des Etats-Unis d'Amérique, à son ami, Marc-Auguste Pictet, président de la Société des Arts de Genève. Il en fit lecture en Assemblée générale et la commenta en ces termes :

" C'est donc ainsi qu'on nous voit de l'Amérique. La distance diminue ordinairement les objets ; ici l'effet semble être en sens contraire. Il y a sans doute plus ou moins d'illusion ; puissions-nous une fois ressembler à ce portrait, tracé d'une main trop bienveillante ! " (Procès-Verbal de la 3me séance, après la Restauration.)

La Classe Industrie et Commerce de la Société des Arts de Genève n'était pas encore créée. Il s'en fallait d'une année. Mais déjà elle était en gestation. Son Comité s'appêtait à suivre l'exemple de celui de l'Agriculture, qui s'était bien trouvé de cette "démocratisation", comme nous dirions aujourd'hui.

Ressemblons-nous, en ce dernier quart du XXme siècle, un tout petit peu plus à ce portrait, tracé par un orfèvre en la matière : le fondateur du Parti démocrate, de nos jours à nouveau au pouvoir à Washington, avec le président Jimmy Carter ?

Ce No 2 de notre Bulletin va s'efforcer de répondre, au moins partiellement, à cette question. Genève n'est toujours qu'un petit

point sur le globe. Elle s'est un peu plus intégrée dans la Confédération helvétique, dont elle n'était alors un Canton que depuis sept ans. Mais elle est restée, d'abord, une République. Le secret de ce qui provoquait l'admiration de Jefferson, c'est avant tout le fédéralisme, qui respecte, ou doit respecter, d'abord la famille, la cellule vitale de toute société, puis la commune, puis le canton et, enfin seulement, l'Etat, symbole, chez nous, de l'unité dans la diversité.

Le Bulletin, inséparable et complémentaire du débat public qui se déroule au moment même où il est mis en vente, s'honore aujourd'hui de la collaboration de quatre confédérés, dont une femme, Mme Yvette Jaggi, porte-parole des consommatrices. Mais je ne veux pas tous les présenter ici, la place est trop restreinte. Il y a leur photo et leur curriculum vitae au début de chaque article. Ils ont joué le jeu à la perfection. Qu'ils en soient remerciés. Cette date du 3 octobre marque le début d'un examen qui, partant du général - l'économie dans son ensemble - ira au particulier : la Paix du Travail menacée, l'Energie angoissante, les Banques soupçonnées, les Mass media critiquées et, enfin, la grave question des relations de notre pays, du petit point que nous sommes sur le globe, avec nos voisins, avec l'Europe ; avec l'humanité : les Nations Unies.

Les orateurs que nous avons conviés, tous hautement qualifiés dans leur domaine, ont, à de rares exceptions près, tous répondu " présent ! ". En cette période de lassitude et d'abstention que semble traverser notre civilisation, ce sens des responsabilités civiques mérite d'être applaudi. Tous écrivent, et parlent, avec une autorité indiscutable, de choses qu'ils connaissent à fond.

Il y a, néanmoins, un point qui me préoccupe : celui que Thomas Jefferson a décrit en trois mots : "la bonne foi". C'est-à-dire l'honnêteté qui inspire confiance, la qualité d'un travail consciencieux, l'éthique professionnelle, la morale et la dignité humaines.

" La bonne foi", c'est notre seule richesse. Nous n'avons aucune matière première. La Nature ne nous a rien donné. D'après ce critère, nous devrions être - ce que la Suisse a longtemps été - le plus pauvre de tous les pays. Or, par tête d'habitants, nous sommes le plus riche. (Car le Koweït lui-même avouera volontiers que, chez nous, la richesse est certainement mieux répartie.) Or, cette bonne foi, cette confiance, cette crédibilité, nous pouvons la perdre d'un seul coup. Elle provoque des envieux, des jaloux, des haineux, hors de nos frontières, ravis de trouver, à l'intérieur, des fossoyeurs, des dynamiteurs, des éboueurs acharnés à la ruine de leur patrie. Et, tout autour, des masses parfaitement inconscientes, indifférentes, qui se laissent duper naïvement. C'est à quelques-uns de ces "compagnons de voyage" innocents que nous espérons, au cours de cette année, ouvrir les yeux.

La "bonne foi" dont nous vivons, nous la devons au dynamisme de nos dirigeants, à l'imagination de nos ingénieurs, à l'amour du travail bien fait de nos ouvriers qualifiés, tous "artisans" au sens le plus noble du terme. Malheureusement, la "surchauffe" des années 60 a fait perdre le sens de la mesure et de la morale. Un renouveau de l'éthique est indispensable à la santé de notre économie, dont le capital le plus précieux est la confiance qu'elle inspire, que ce soit dans l'industrie, le commerce, les finances ou les services. Ce renouveau moral est l'objectif que nous nous sommes fixés pour "favoriser, spécialement dans le canton de Genève, l'étude et le développement des arts, de la pensée et de l'économie" conformément à nos statuts.

Paul LADAME



COUP DE FREIN

par Jean-Pierre MASMEJAN

Directeur de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, Lausanne



En deux ans, l'emploi en Suisse s'est réduit de dix à douze pour cent. Cela donne une idée de la vigueur du coup de frein. Encore la situation varie-t-elle d'une branche à l'autre, voire d'une entreprise à l'autre, et si certaines sont à peine touchées, dans d'autres (l'industrie de la construction par exemple), le recul dépasse 50 pour cent.

L'horlogerie et les arts graphiques notamment ont passé par des moments très pénibles. Quant à l'industrie de la construction, cela frise la catastrophe. Nous courons le risque de voir un jour dans le bâtiment une reprise d'autant plus violente que la crise aura été grave et longue et d'affronter ce moment-là avec une industrie de la construction devenue squelettique.

Malgré ces cas particuliers - qu'il ne faut pas prendre à la légère - la situation de l'économie suisse dans son ensemble est satisfaisante. Certes le ralentissement a été plus fort que dans les pays comparables mais nulle part aussi la surchauffe et la tension du marché de l'emploi n'avaient atteint le degré d'intensité que nous connaissions. Ces dix ou douze pour cent de recul étaient nécessaires pour nous permettre de souffler.

CURRICULUM VITAE

Date de naissance : 31 décembre 1917

Formation : banque et sciences politiques

Carrière : 20 ans de journalisme, essentiellement économique

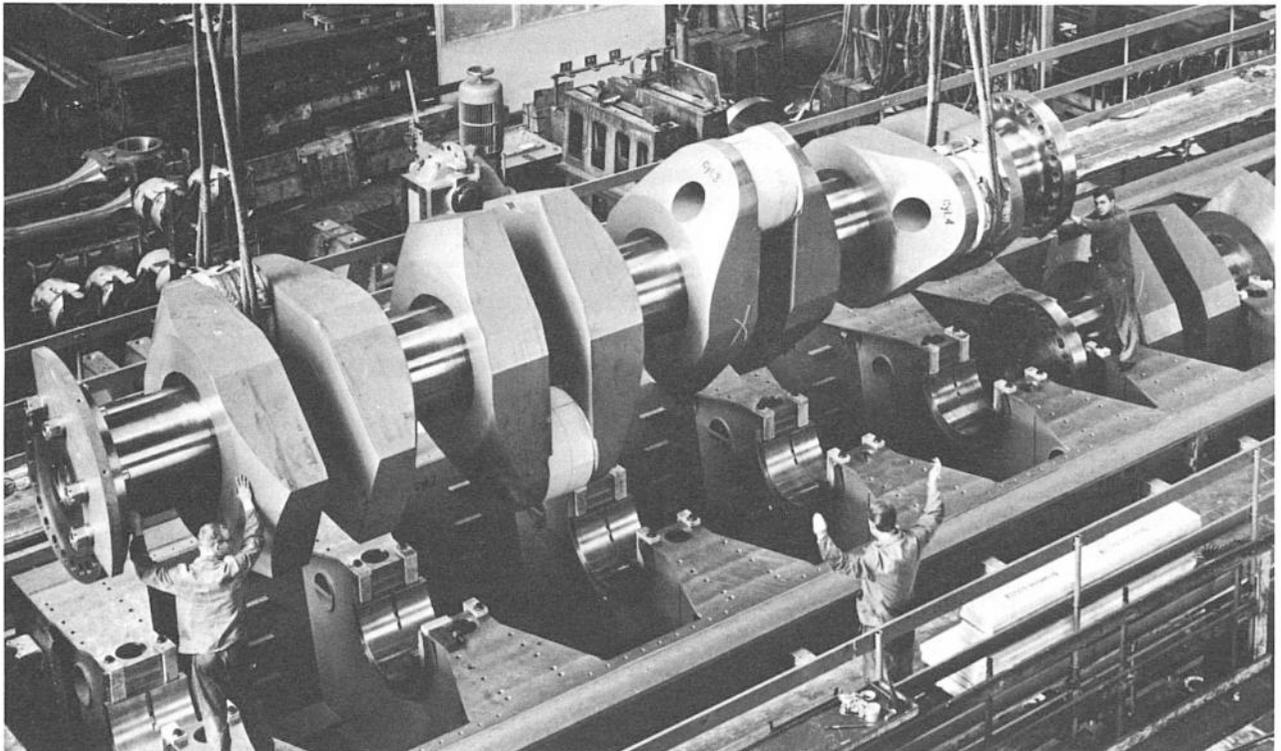
9 ans de direction de la Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie.

Nous n'avons pratiquement pas de chômage. Ne nous en vantons pas puisque c'est dû au départ ou au non-retour des étrangers. Mais c'est un privilège tout de même. Pour tous ceux qui restent en Suisse, le ralentissement ne s'est pas traduit, dans l'ensemble, par une baisse des revenus. Le produit national a baissé mais la population a baissé aussi. La hausse des salaires s'est considérablement modérée, mais celle du coût de la vie également. Certains problèmes qui nous obsédaient, comme celui d'une très forte immigration étrangère ou celui de l'inflation, ont perdu de leur acuité.

La situation n'est pas mauvaise mais elle est fragile, incertaine. Elle nous fait sentir de nouveau à quel point la prospérité de la Suisse dépend de ses exportations. Dans ce domaine, les entreprises doivent lutter pour leur existence plus qu'elles ne l'ont jamais fait. La hausse du franc suisse a été compensée en partie par la stabilisation du coût de la vie mais après un certain temps seulement. Et cela ne suffit pas. Dans bien des cas, il a fallu faire des efforts désespérés de rationalisation et de compression des marges. Des entreprises travaillent à la limite de la rentabilité. Que surviennent une nouvelle hausse du franc suisse ou un nouveau ralentissement des affaires et les difficultés seront sérieuses.

Certes la lutte est le pain quotidien de l'entreprise. Si l'on avait été tenté de l'oublier, on s'en souvient aujourd'hui. Les entreprises dans leur majorité ont prouvé qu'elles en sont capables. Elles sont parties à la recherche de nouveaux marchés et ont maintenu, assez bien même, nos exportations. C'est le gain qu'elles en tirent qui a baissé.

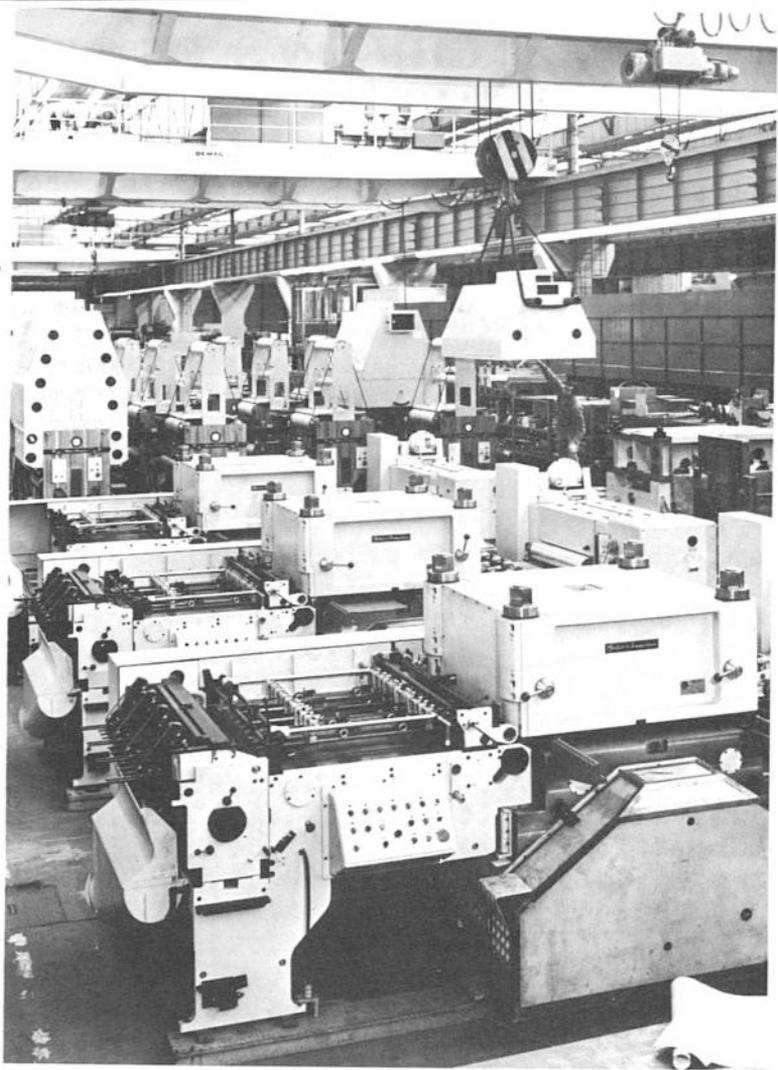
Après le repli des deux dernières années, nous assistons à une stabilisation, sauf dans l'industrie de la construction qui n'a peut-être pas encore atteint le fond de la baisse et pour qui les perspectives de reprises sont très lointaines. →



Montage d'un vilebrequin de 210 tonnes chez Sulzer.

Est-ce à dire que nous sommes emportés par une nouvelle vague de haute conjoncture ? C'est peu probable. Il faut plutôt s'attendre à une stabilisation au niveau inférieur où nous sommes parvenus. Les causes profondes qui ont provoqué la récession n'ont pas été éliminées et les velléités de reprise que l'on croyait discerner dans certains grands pays clients semblent faire long feu. Nous ne disposons d'ailleurs d'aucune réserve de main-d'oeuvre digne de ce nom et une reprise un peu forte risquerait de déclencher de nouveau l'inflation.

Faut-il faire intervenir l'Etat, la Confédération ? La situation que nous connaissons échappe au pouvoir politique. Elle dépend d'une conjoncture qui est mondiale. Notre seul recours, notre seul espoir, c'est le dynamisme, la combativité des entreprises, et celles-ci demandent surtout une chose : que, dans le public, les milieux politiques et les autorités, on comprenne et apprécie l'effort qu'elles font et que, dans ces temps difficiles, on ne leur demande pas en impôts et en prestations sociales plus qu'elles ne peuvent donner.



Montage de Bobst-Champion à Prilly. Au premier plan des presses à découper. Au fond des rotatives hélio.

J.-P. M.

STATISTIQUE MONDIALE DES REVENUS D'EXPORTATIONS INVISIBLES
 La Suisse 9me pour les revenus et 3me pour les bénéfices

Le Committee on Invisible Exports, Londres, a publié en août 1977 la liste mondiale des exportations invisibles (ou services) pour 1974. Il s'agit essentiellement des transports, du tourisme et des intérêts des capitaux investis à l'étranger.

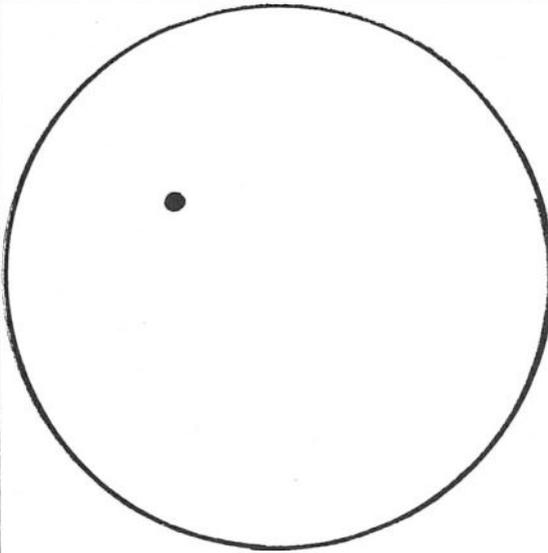
En tête des "top ten" viennent les Etats-Unis, avec 23,6% du total mondial. Ils sont suivis de la Grande Bretagne, 9,9%; de la République fédérale allemande, 7,1%, de la France, 7,0%; du Japon, 5,3; de l'Italie, 5,2 ; des Pays-Bas, 4,6 ; de la Belgique (et Luxembourg), 3,7%, de la SUISSE, 2,7 % et enfin de l'Espagne, 2,6%.

Les revenus que la Suisse a retirés de ses services se sont montés, en 1974, à \$ 5831 mio., contre \$ 4939 mio. en 1974. Ceux pour 1975 se monteraient à \$ 6494 mio.

Pour les bénéfices nets, la Suisse vient en troisième position, avec \$ 3 milliards, derrière les Etats-Unis, \$ 17,5 milliards, et la Grande-Bretagne, \$ 5,3 milliards.

Les exportations invisibles (services) suisses se portent bien.

CHIFFRES ET STATISTIQUES



Le "point sur le globe", dont l'ancien président des Etats-Unis, Thomas Jefferson, parlait à son ami Marc-Auguste Pictet, en 1821, est proportionnellement devenu encore plus petit.

Le cercle, à gauche, peut figurer soit l'hémisphère occidentale: le point, démesurément grossi, serait alors la Suisse. Ou bien, il peut figurer l'Helvétie et, à l'intérieur, Genève. Enfin, il peut figurer Genève, et le point serait l'Athénée. Ou même, si vous voulez, l'Athénée, et, à l'intérieur, moi...ou vous.

Tout dépend, comme nous l'avons vu dans le No I du Bulletin, avec Einstein, de l'endroit où se trouve l'observateur.

Tout est relatif. Ainsi, population :

Vous	1
La Classe d'Industrie & Commerce	500
Genève	336.000
Suisse	6.346.000
Europe occidentale	370.000.000
Monde	4.000.000.000
<u>Superficie</u> :	<u>en km2</u>
Genève, ville	16
" , canton	246
Suisse	41.293
Europe occidentale	3.500.000
Monde	135.000.000

(Suite en page 16)

Même dans le domaine des statistiques tout est relatif, ainsi qu'il ressort de cet extrait du P.V. de 1820 du

Rapport du Comité de Commerce et d'Industrie.

Par M. le Professeur PREVOST, Président du Comité.

LE tableau statistique du Commerce et de l'Industrie genevoises, qui vous fut annoncé dans notre dernier Rapport n'a pas même été entrepris. Des plans, des cadres, des réflexions, sont à peu près le seul fruit du travail d'une Commission et de nos discussions répétées;

Conséquence de ce constat d'échec: la création de notre Classe! Suite page 16 →



Le "progrès fulgurant des moyens de transport", N.Z.Z., 19/12/1937. Le Salon de l'Automobile de Genève de 1905 à 1937.

LE TOURISME SUISSE FACE À LA CONJONCTURE

par Pierre MOREN

Président central de la Fédération suisse des cafetiers, restaurateurs et hôteliers, Sion



Moren

En 1976, l'apport de l'étranger, soit les voyages d'agrément et d'affaires, les séjours d'études, les excursions d'un jour, les cures et les transports internationaux de personnes, ont procuré à la Suisse des recettes d'environ cinq milliards quatre cent millions de francs (4,5). Ces recettes sont en légère diminution par rapport à 1975.

Si l'on prend comme point de comparaison les valeurs d'exportation, telles qu'elles ressortent de la statistique du commerce extérieur, le tourisme se classe au troisième rang de nos principaux fournisseurs de devises, derrière l'industrie des machines et la chimie.

Les dépenses figurant dans la balance touristique ont de nouveau augmenté en 1976. Tous les pays limitrophes de la Suisse, ainsi que de nouveaux Etats, tels que la Grèce et les Etats-Unis d'Amérique, ont accueilli plus de visiteurs suisses. L'expansion des voyages à l'étranger peut, sans doute, être attribué aux cours avantageux des monnaies étrangères, dont l'effet, toutefois, a été tempéré par un renchérissement relativement élevé des services touristiques à l'étranger.

C'est environ 3 milliards de francs, soit 130 millions de plus que l'année précédente, que les Suisses ont dépensé à l'étranger pour des vacances, des séjours d'études, des voyages d'affaires, etc.

Le bilan touristique de 1976 se solderait donc par un excédent de recettes de 2,4 milliards de francs, soit 110 millions, ou 4,5% de moins qu'en 1975.

Tourisme, restauration et hôtellerie en tant qu'employeurs.

150'000 personnes travaillent dans l'hôtellerie et la restauration helvétiques. Cette branche est donc le principal employeur du pays, après l'industrie des machines et la métallurgie.

Repas pris à titre professionnel ailleurs qu'à domicile

Une fonction importante de la restauration et de l'hôtellerie consiste à servir des repas à des personnes qui, pour des raisons professionnelles, ou autres, ne peuvent pas s'alimenter à leur domicile, spécialement pendant la pause de midi. Cette fonction a pris une importance toujours plus grande ces derniers temps, →

CURRICULUM VITAE (d'une brièveté toute militaire)

président de la FSCRH depuis 9 ans
 député au Grand Conseil valaisan depuis 16 ans
 membre du comité de l'ONST
 militaire : colonel d'inf mont
 membre de la Chambre suisse des arts et métiers.

car les entreprises sont toujours plus nombreuses à réduire la pause de midi, cependant que les distances entre le domicile et le lieu de travail sont toujours plus longues.

On estime que, chaque jour ouvrable, environ 1,5 million de personnes prennent, au moins, un repas dans un ménage collectif (hôtel, restaurant, cantine, etc.) .

Client de l'agriculture, le tourisme est un facteur de compensation économique régionale

L'effet économique le plus sensible du tourisme pour notre pays est sans doute la fonction compensatoire qu'il exerce entre les agglomérations et les régions de montagne. Plus de 60 % de la fréquentation touristique suisse (hôtellerie et para-hôtellerie) concernent les régions pré-alpines et alpines les moins favorisées du point de vue économique. Le tourisme fournit ainsi du travail et des ressources à la population de nombreuses vallées alpestres, concourt à prévenir l'évasion des habitants de la campagne et de la montagne en direction des agglomérations urbaines. Ajoutons que les cafés, hôtels et restaurants du pays sont de gros consommateurs de denrées alimentaires de toutes sortes et sont des clients très importants de notre agriculture.

Je n'insisterai pas sur le rôle social des cafés-restaurants et hôtels en tant que lieux de rencontre de notre population.

Le tourisme face au développement du marché et à l'évolution conjoncturel

Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, le tourisme international a enregistré régulièrement des taux annuels de 9 % de croissance en moyenne. Pour la première fois, en 1974, il a régressé de 4,4 % (nuitées) . Ce changement de cap est sans doute dû à la crise du pétrole survenue en automne 1973 ; et surtout aux augmentations de prix qui en ont découlé, dans le secteur des transports, notamment celui de l'aviation. Mais, en 1975 déjà, alors que la récession s'étendait au monde entier, le tourisme international a connu une nouvelle expansion, de 5 % , qui lui a permis de retrouver le niveau de 1974.

Comparé aux autres branches de l'économie suisse, on peut dire que le tourisme se trouve dans une situation privilégiée.

Il convient toutefois de préciser que la fréquentation et la rentabilité n'ont pas évolué d'une manière identique. Les recettes par nuitées ont nettement tendance à diminuer. Même si l'on tient compte de cette restriction, la capacité de résistance du tourisme est surprenante ; d'autant plus que cette branche de notre économie a toujours eu la réputation d'être particulièrement vulnérable.

Pour l'OCDE, l'étonnant résultat enregistré par le tourisme est dû à des facteurs tant sociologiques que psychologiques :

- Besoin accru de détente et de dépaysement des populations citadines, au cours de périodes de tensions socio-économiques ;
- Conscience générale grandissante en ce qui concerne le "droit aux vacances" ;
- Le budget de vacances est devenu un élément intégré au budget des ménages ; etc. Finalement, de toute évidence, il y a une réaction modifiée des consommateurs face à l'apparition de crises.





Evolution

Comme l'a finement remarqué un économiste allemand : " L'avenir n'étant plus ce qu'il était, il devient difficile de faire des prévisions. "

On peut toutefois penser que les taux d'expansion obtenus dans le passé ne seront plus atteints.

A mon avis, le tourisme, et plus particulièrement l'hôtellerie et la restauration helvétiques, continueront à se développer, mais aux conditions suivantes :

- Compétitivité sur le plan de la qualité et non seulement des prix;
- Renforcement de la formation professionnelle à tous les niveaux;
- Amélioration de ce qui existe, plutôt que "l'expansion à tout prix";
- Enfin : porter une attention toute spéciale à la qualité de l'environnement.

P.M.

L'INDUSTRIE SUISSE D'EXPORTATION

par René-N. RETORNAZ

Directeur de la Fédération horlogère suisse, Bienne



René Retornaz
René Retornaz

Depuis que la vocation de l'économie suisse est essentiellement industrielle, un équilibre s'est progressivement établi entre la production sur territoire national et celle à l'extérieur de nos frontières. Des critères complémentaires ont déterminé le choix de la localisation : les sources des matières de base : bauxite, cacao, café ont poussé des industries à s'installer à leur proximité : la difficulté ou la facilité de certaines opérations, la possibilité de les mécaniser, le coût de la main-d'oeuvre, ont également contribué à localiser des opérations en dedans ou en dehors des frontières suisses : industrie alimentaire, chimie.

Quelques industries ont choisi de fabriquer certaines de leurs productions en dehors ou à l'intérieur de nos frontières en recourant à une combinaison de ces critères : par exemple l'industrie transformatrice des métaux.

Deux industries ont, pour l'instant au moins, opté pour une production nationale pour l'essentiel de leur fabrication, celles du textile et de l'horlogerie.

L'industrie horlogère, exemple d'une politique de "Standort Schweiz"

La production annuelle (stabilisée depuis quelques mois aux environs de 62 millions de montres et mouvements par an) est presque entièrement exportée, et la fabrication à l'étranger, sous contrôle suisse, se monte à moins de 2 % de cette quantité; les importations de matières premières ou de pièces constitutives de la montre, nécessaires ou utiles à sa production, représentent des chiffres plus que modestes : moins de 10 % de la valeur du produit fini. L'industrie ne profite ainsi pas du cours élevé du franc suisse pour ses importations

Curriculum : M. René Retornaz, né le 26 décembre 1917, licencié en droit (Université de Lausanne); séjours d'études en Allemagne et en Angleterre.

Entré à la Fédération horlogère suisse (FH), en juin 1947; est chargé de la politique commerciale extérieure. Nommé chef de la Division des affaires extérieures en 1958, il se voit attribuer la responsabilité de l'ensemble des problèmes de politique étrangère. Il prend une part importante à la réalisation des actions promotionnelles collectives et de la mise en place d'un réseau de points d'appui à l'étranger.

Il est nommé Directeur de la FH en 1967.

et ne supporte dès lors que les effets négatifs de la cotation du franc. Cela a par contre un avantage considérable pour l'économie suisse dans son entier : l'industrie horlogère est un apporteur net important de devises étrangères et éponge à elle seule le déficit de la balance commerciale suisse, service qu'elle rend à la nation au même titre que le tourisme, les assurances et le produit des brevets.

L'industrie horlogère comme employeur

L'industrie horlogère emploie 55'000 personnes en Suisse, produisant chacune en moyenne 50'000 fr de valeur ajoutée. C'est l'un des chiffres les plus élevés parmi les secteurs industriels suisses. Et une nouvelle preuve de l'intérêt qu'il y aurait à conserver au pays un secteur de production qui représente ce double intérêt d'employeur et d'apporteur de devises.

Même au niveau relativement bas sur lequel il a dû se replier depuis deux ans, l'emploi dans l'industrie (et par seulement dans l'horlogerie) compte parmi les plus élevés de la zone OCDE, et conserve ainsi sa fonction de principal formateur des revenus primaires dans l'économie suisse.

Mais cette vocation industrielle ne peut s'entendre que tournée vers l'extérieur. Il n'y a guère d'industrie en Suisse, à l'exception majeure du bâtiment, qui puisse vivre sans une proportion importante de ventes à l'étranger et, en tête de toutes, l'industrie horlogère.

Le principe du libre-échange

Inspirée de ces données fondamentales, la politique économique suivie par les autorités fédérales accorde une large place au commerce extérieur, où elle s'appuie sur le concept du libre-échange, considéré comme l'instrument par excellence de promotion des exportations.

Toutefois, cette philosophie de libéralisme économique impliquait, jusqu'à une date récente, l'existence simultanée de la stabilité des changes et de la libre convertibilité des monnaies. La première assure aux activités exportatrices la régularité et la sécurité nécessaires à leur maintien; la seconde, qui est étroitement liée à la première, forme la base d'un flux constant de revenus et de capitaux; grâce à quoi, notamment, le marché financier intérieur se trouve suffisamment approvisionné, et les taux d'intérêts maintenus à un bas niveau. Ces deux conditions ne sont plus réunies, et il s'ensuit, pour les activités d'exportation, un certain nombre de difficultés, dont la nature est essentiellement d'être nouvelle, dès 1973, par rapport à la longue période de progression, pratiquement ininterrompue depuis 1948. Leur soudaineté et leur aspect erratique ont joué un rôle plus important que leur ampleur totale. Les autorités fédérales et la Banque nationale suisse l'ont bien compris qui ont surtout tenté, depuis le début de 1975, de jouer sur la stabilisation des cours plutôt que de vouloir influencer le niveau des changes comme tel, ce qui n'était à la portée d'aucune des grandes banques centrales, si puissante fût-elle.

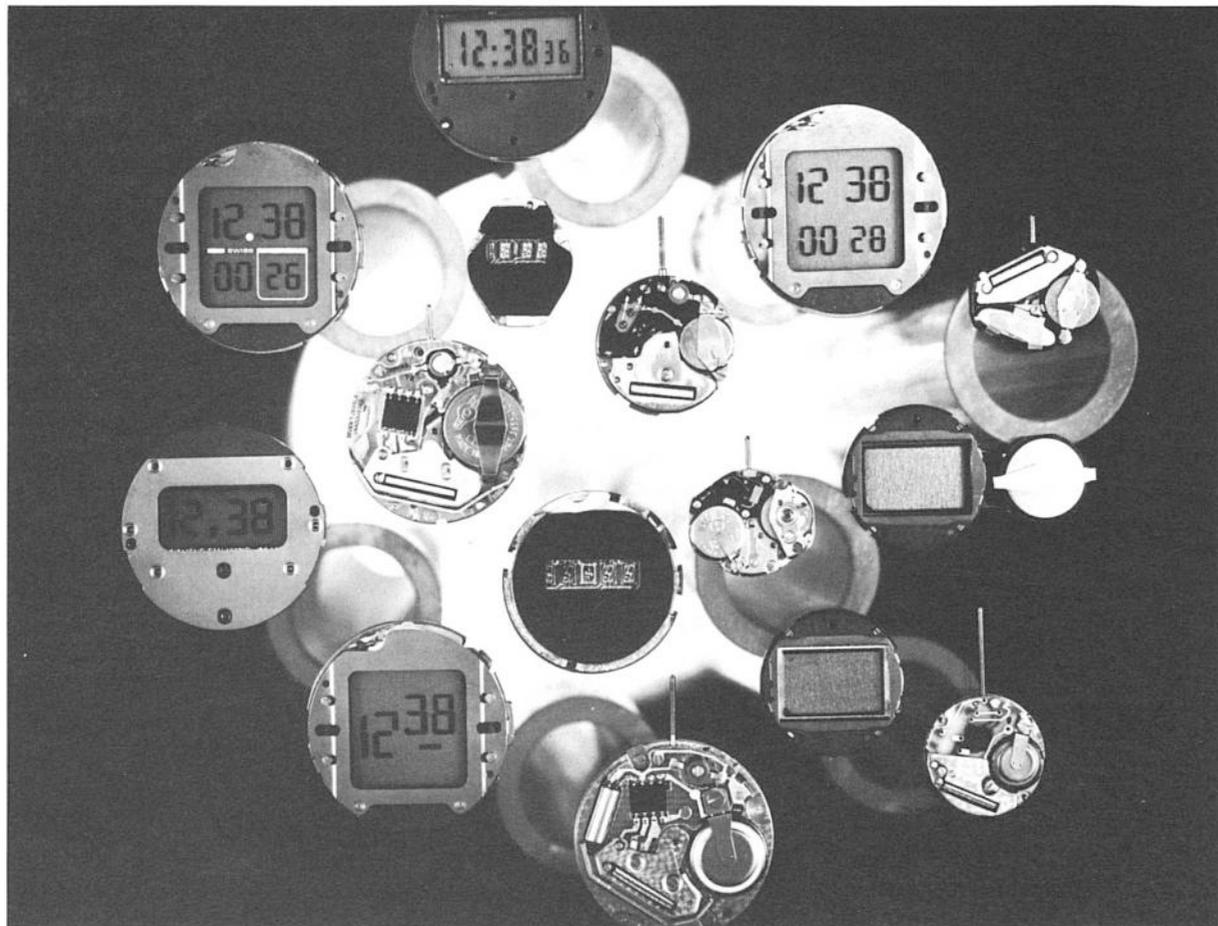


Les facteurs de stabilité

En antidote de ce qui précède, il est vrai que certains facteurs de stabilité sont encore préservés en Suisse : la paix sociale et la stabilité politique notamment, que l'on peut considérer comme remarquables en comparaison de la situation qui règne dans d'autres pays. A quoi s'ajoute, depuis bientôt deux ans, un taux d'inflation pratiquement égal à zéro. Celui-ci n'est pas absolu dans la compétition internationale. Il est l'un des composants multiples des facteurs de concurrence, avec la composition structurelle des échanges internationaux et les variations des taux des changes. Pour ne prendre qu'un exemple, celui des produits horlogers en compétition sur un marché de la zone dollar, une montre japonaise ne fera prime que de 12 % vis-à-vis d'un produit identique suisse, alors qu'il y a six mois encore, la combinaison de ces différentes variables représentait un handicap de 15 % pour le produit suisse vis-à-vis du japonais.

L'absence de volet industriel

La politique économique de la Suisse ne comporte pas, à proprement parler, de volet industriel, à la différence de la plupart des autres pays industrialisés. L'Etat fédéral suisse n'intervient pas dans la sphère industrielle, que ce soit pour promouvoir directement l'exportation, pour orienter l'investissement industriel ou la recherche, ou encore pour stimuler les implantations industrielles dans le cadre d'une politique globale de l'emploi régional. →



L'industrie horlogère suisse a démontré qu'elle disposait d'une gamme complète de produits électroniques à quartz, aussi bien analogique que solid state (affichage à aiguilles ou numérique).

LES
GRANDS
ANCÊTRES

Montre émaillée ,
boîte en or ,
représentant

ROBESPIERRE

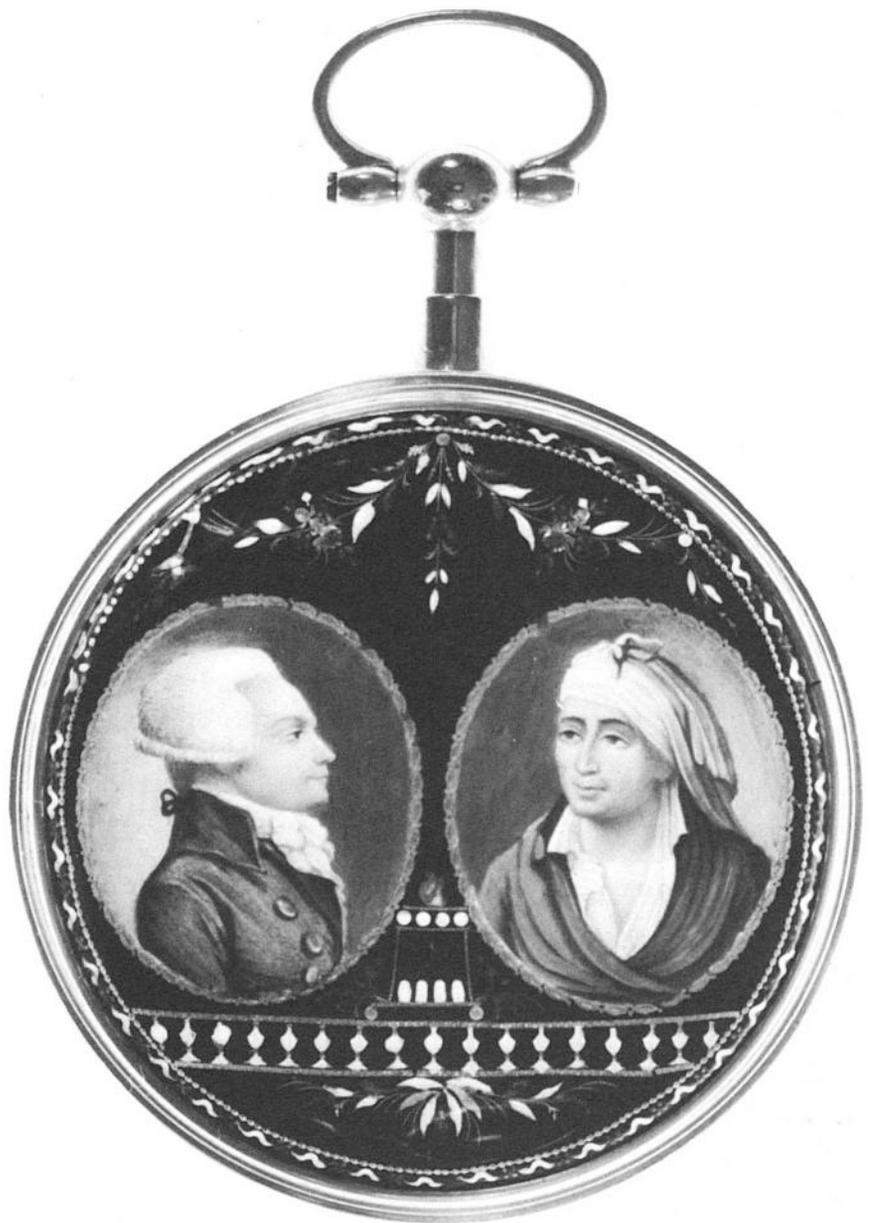
et MARAT

Date : vers 1792

Auteur : inconnu

Origine : Genève ?

Musée de l'Horlogerie ; Collection du
Musée d'art et
d'histoire de
Genève



Fonctionnement du système durant la phase d'expansion

Jusqu'à la fin des années 1960, l'économie suisse a amplement tiré parti de l'harmonie régnant entre les principes qui inspirent la politique économique, et les faits économiques eux-mêmes. Elle a profité dans le même temps d'une longue période de haute conjoncture mondiale, comme en témoigne l'élévation rapide du revenu national.

Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait pas eu distorsion, dont la principale est sans doute la perte de mobilité des facteurs de producteurs indigènes, la mobilité nécessaire ayant intégralement été prise en charge par la main-d'oeuvre immigrée.

D'une certaine manière, la sous-évaluation croissante de la monnaie helvétique à partir du milieu des années 1960 a eu pour effet une mauvaise productivité en valeur de la main-d'oeuvre, mais cette productivité, qui eût été meilleure en d'autres circonstances, a été ensuite partiellement corrigée à la suite des mesures successives de limitation de l'immigration des travailleurs étrangers.



Fonctionnement du système durant la phase de récession

Dès le début des années 1970, l'harmonie précitée régnant entre les principes qui inspirent la politique économique, et les faits économiques eux-mêmes a été rompue, notamment pour les raisons monétaires connues, et il a été du rôle de l'Etat de procéder à un certain nombre d'arbitrages visant à adapter la politique économique à la nouvelle situation. L'on n'est pas arrivé du premier coup à un choix définitif et les autorités ont hésité entre des objectifs visant à maintenir l'emploi, à combattre l'inflation, à relancer l'exportation, à abaisser le taux du franc suisse; elles se sont finalement ralliées à une combinaison d'objectifs, dans laquelle la lutte contre l'inflation a eu la première place. Il faut reconnaître que des résultats spectaculaires ont été enregistrés, qui ont permis d'atteindre dans le même temps, et du moins partiellement, les autres cibles visées.

Une nouvelle crise monétaire comme celle de fin juillet 1977 permettrait-elle de tenir un cap aussi prudent ?

Le dollar américain est descendu jusqu'à 2.38 fr à fin juillet, le cours le plus bas qu'il ait jamais atteint. A l'intérieur du gouvernement de Washington, les vues n'étaient pas convergentes : celles de Michael Blumenthal, Secrétaire au Trésor, visant à laisser le dollar descendre encore plus bas, pour relancer l'exportation, alors que Arthur Burns, Président du Federal Reserve Board, se montrait infiniment plus nuancé. →



Contrôle final des mouvements d'horlogerie avant l'emboîtement et la pose du cadran. Chaque mouvement est contrôlé individuellement. En raison des méthodes d'assemblage modernes utilisées actuellement, de tels postes de contrôle ont une importance primordiale.



L'avènement de l'horlogerie électronique a nécessité la création de postes de travail nouveaux, munis d'un équipement très sophistiqué. Ceci implique des investissements importants. Mais, dans l'horlogerie, l'élément humain a conservé toute sa valeur. Les "horlogers complets", capables de diriger et de contrôler le fonctionnement d'un atelier sont toujours irremplaçables.

Que se passerait-il si le dollar devait à nouveau plonger en chute quasi libre ? De toutes les cibles mentionnées ci-dessus, l'objectif monétaire redeviendrait prioritaire entre tous et, s'il ne pouvait être atteint, c'est toute la vocation industrielle à l'intérieur du pays qui se trouverait alors très sérieusement mise en cause. L'équilibre entre les raisons qui militent en faveur d'une production au pays, et celles qui poussent à un transfert de la production à l'extérieur (et qui actuellement penche très largement du côté de la fabrication en Suisse) serait remis en question, et l'industrie horlogère en tous cas, serait amenée à des transferts de production, notamment vers les zones où l'appréciation du franc suisse est la plus forte.

Il est évident que les autorités politiques, économiques et monétaires de la Suisse n'ont pas que le problème horloger à résoudre et que leur arbitrage entre les objectifs doit se faire sur une base plus large. Mais il paraît évident que la vocation industrielle de notre pays serait alors l'un des choix à faire, choix qui irait du reste au-delà des pures activités industrielles et toucherait également certaines activités de service.

R.R.

RICHESSSE...

Suite de la page 6, Chiffres ...

Au classement des pays les plus riches du monde, selon le PNB par habitant, au prix du marché, et en \$ US, la Suisse vient au second rang des quelque 160 pays régulièrement recensés statistiquement. Voici le classement des dix premiers :

Pays	PNB par habitant, au prix du marché (en \$ US)
Koweit	12 565
SUISSE	9 320
Suède	8 995
Canada	8 090
U.S.A.	7 865
Danemark	7 465
Allemagne fédérale	7 255
Belgique	6 930
France	6 555

La Suisse est en tête de tous les pays industrialisés. Elle se voit dépassée uniquement par le Koweit, dont les revenus du pétrole sont fabuleux et la population bien inférieure à celle de notre pays.

Sur 160 pays, 49 seulement ont un produit national supérieur à \$ 1000 par habitant. En 1976, le PNB de ces quelques 50 pays a progressé de \$ 550 milliards, pour atteindre \$ 5800 milliards. Cela représente 85% de la production mondiale de biens et de services.

Au classement des cantons les plus riches de Suisse, Genève vient au second rang, avec un revenu moyen par habitant (1976), de Fr. 27.690.-, derrière Bâle (33.763.-), mais devant Zurich (23.764.-) En 1976, le revenu des personnes physiques (éléments imposables) se montait à Fr. 5,2 milliards, leur fortune à Fr.10,8 milliards ; celui des personnes morales : bénéfiques : Fr. 1,2 milliard ; capital : 14,8 milliards. (*)

... ET NEANMOINS CHÔMAGE

La toile reproduite en page de couverture de ce Bulletin date de 1931. Elle représente un camarade d'école de recrue de l'artiste, traversant, affamé, transi de froid, sans travail depuis des semaines, le pont du Mont-Blanc par un jour de bise noire. Il y avait, en ce mois de décembre, 4260 chômeurs à Genève. Il y en aura 6.160 une année plus tard, 7.100 en janvier 1933. Toute une génération - celle des "années 30" - est restée à jamais marquée par la hantise du chômage. A cette même époque, il y avait près de 4.000.000 de chômeurs en Allemagne. Cela explique aussi Hitler !

A fin août 1977, on s'alarmait encore, parce qu'il y avait en Suisse 8.261 chômeurs inscrits (taux:0,3%), pour 6.863 places vacantes. (OFIAMT, sept. 1977). Après les industriels en textile de Saint-Gall, les patrons de la métallurgie font part de leur crainte de se retrouver face à une pénurie de main-d'oeuvre. Les emplois ressentis comme désagréables, dans le domaine de l'hôtellerie et de la santé, sont dédaignés par les Suisses. (Tribune de Genève, 13/9/1977) .

(*) Alors qu'après 3 ans d'efforts, le Comité d'Industrie, en 1821, arrivait à un constat d'échec, il a suffi d'un coup de téléphone à M. Pattaroni pour avoir le lendemain matin toutes les données économiques et sociales, démographiques et historiques, concernant Genève. C est aussi cela, le progrès !

Merci à l'Etat et à la Ville de Genève, à l'UBS, à la SBS, à la F.H., à l'UIM, à la F.S.C.R.H. et tous ceux qui nous ont aidés.

BIENHEUREUX CONSOMMATEURS SUISSES?

par Yvette JAGGI

Directrice, Fédération romande des consommatrices, Genève



Même s'ils n'en sont pas le moteur, les consommateurs tiennent la clé de l'économie, fournissant par leurs achats près de 60% du produit national brut. Leur comportement oriente donc plus ou moins directement le volume et la structure de certaines productions au moins, ainsi que diverses options gouvernementales. Aussi bien, le point de vue de la foule des consommateurs devait apparaître dans ce débat sur les perspectives économiques et l'optimisme plus ou moins prononcé qu'elles peuvent inspirer.

Une sollicitude universelle

Il faut dire qu'aujourd'hui les consommateurs sont à la mode. Tout le monde s'occupe d'eux : les entreprises en général, qui se donnent force codes de pratiques loyales à l'égard de leur clientèle; les grandes entreprises commerciales en particulier, qui ont trouvé là un nouveau terrain de concurrence, au risque de confondre leur fonction de distribution avec une mission pour le moins ambiguë; les parlementaires fédéraux, qui multiplient les motions et interventions en tous genres susceptibles de les profiler ou les confirmer comme défenseurs des électeurs-consommateurs; le Conseil fédéral lui-même, pourtant peu sensible au point de vue des consommateurs, qui prête soudainement une très prudente et occasionnelle attention à leurs intérêts, largement identifiables à l'intérêt général d'ailleurs.

Une telle sollicitude, aussi générale que récente, a décidément quelque chose d'émouvant; quelque chose de suspect aussi, aux yeux des moins naïfs en tout cas. En schématisant, on peut en réalité considérer les tentatives précitées comme autant de manoeuvres - d'ailleurs efficaces - de récupération. Il s'agit là d'un véritable art, dans lequel la publicité et le marketing ont su faire preuve, tout comme la politique, d'une habileté et d'une capacité d'adaptation proprement stupéfiantes (cf protection de l'environnement, mouvement hippie, retour à la nature, nostalgie rétro, etc.).

Il faut le reconnaître : si la sollicitude dont les consommateurs font l'objet est entachée d'arrière-pensées commerciales ou électoralistes, elle n'en constitue pas moins une conséquence - et du même coup une preuve - du succès de cette idée-force qu'est le consumérisme. Ce mouvement, apparu



Curriculum vitae

Naissance en 1941 à Lausanne. Ecoles et études dans cette ville. Licences ès Lettres et ès Sciences politiques en 1964. Doctorat en 1970 avec une thèse sur "Le phénomène de concentration dans le secteur de la distribution". Expérience professionnelle 1964-73 : Innovation SA, Lausanne; Coop Suisse, Bâle; Fonds national suisse de la recherche scientifique, Berne. Depuis 1973 : Fédération romande des consommatrices, Genève.

Des prix stabilisés

Pour en venir à des réalités plus chiffrables, l'optimisme des consommateurs est davantage encore de mise : à en juger d'après le seul instrument de mesure dont nous disposons en Suisse, à savoir l'indice des prix à la consommation, ces prix sont demeurés quasiment stables au cours des derniers mois. Les pointes poussées par certains produits et par diverses prestations de service ont été neutralisées par d'autres positions plus tranquilles ou par des articles dont le prix régresse depuis un certain temps, sous le double effet du progrès technologique et de l'essor des magasins du type "discount" (appareils électroménagers, récepteurs radio-tv, photo, etc.).

Il faut d'emblée reconnaître que cette stabilisation générale, qui met la Suisse en position avantageuse parmi les pays de l'OCDE, n'est pas unanimement ressentie dans la vie quotidienne. Certes, chaque consommateur a tendance à braquer son attention sur certaines hausses qui le touchent particulièrement, mais n'affectent pas pour autant l'ensemble de la population ou la moyenne générale restituée par l'indice.

Mais il y a aussi cet indice justement, dont la fidélité peut être au moins sur certains points remise en cause. L'indice de 1966, dont on vient de terminer la révision fondamentale, a sans doute bien mérité des consommateurs. Mais ces derniers ont eu raison de reprocher de lui graves lacunes et erreurs, partiellement réparées par la récente révision. Quand on pense que les primes d'assurance-maladie, qui ont augmenté dans toutes les grandes caisses ces dernières années, ne sont toujours pas considérées pour le calcul de l'indice, on ne s'étonne pas du sentiment de doute qui saisit les assurés au moment de lire un indice dont par ailleurs beaucoup dépendent, par l'enchaînement de l'indexation.

Les bases de calcul de cet indice ne sont pas au-dessus de tout soupçon. Lors de sa dernière Assemblée annuelle et dans "J'achète mieux", la FRC a relevé quelques-uns des éléments discutables, particulièrement en ce qui concerne l'échantillonnage des ménages dont les budgets pour l'année 1975 ont servi de base à la pondération des différents groupes de dépenses de consommation retenus dans l'indice. Il n'y a pas lieu de revenir ici sur cette importante affaire, sinon pour souligner que, si les prix se sont indéniablement stabilisés, l'indice qui mesure leur évolution ne bénéficie pas d'une crédibilité universelle. D'où un inévitable sentiment de malaise chez les consommateurs, qui ont parfois le sentiment de vivre une autre réalité que celle, moins dure, signifiée par l'indice. Inutile d'ajouter que ce sentiment persistant tempère l'optimisme que pourrait susciter la stabilisation des prix à la consommation.

Un choix élargi

Autre élément positif aux yeux des consommateurs : le choix toujours plus large de marchandises et de prestations de services offertes. Les magasins, les catalogues, les annonces présentent continuellement des nouveautés, plus ou moins authentiquement nouvelles d'ailleurs, qui viennent étendre et partiellement renouveler l'assortiment. Il suffit de penser à des secteurs tels que l'alimentation préculinée ou les cosmétiques, l'électronique de loisirs ou les voyages organisés pour attrapper une sorte de vertige devant la multiplication des offres présentées comme originales.



comme d'autres d'abord aux Etats-Unis, ne se laissera pas désamorcer, même par les plus subtiles tentatives de récupération. On peut l'affirmer après avoir observé les réactions aux essais de dépassement particulièrement audacieux tentés cette année tour à tour par les trois principales maisons à succursales multiples (Denner, via la Fondation pour l'ombudsman des consommateurs; Migros via l'initiative constitutionnelle lancée par le quotidien "Tat"; Coop via l'initiative parlementaire Waldner). En suivant avec une désinvolture assez distante les manifestations de tant de zèle, les consommateurs suisses ont clairement montré qu'ils ne souhaitaient pas que l'on fasse ni leur travail, ni leur bonheur à leur place.

Etendons-nous bien : si nous tenons le consumérisme pour une idée-force, nous savons qu'elle se rapporte à un aspect seulement de la vie sociale. Et qu'une contre-culture elle-même ne saurait tenir lieu de projet politique. Il n'empêche que l'aspiration à une meilleure information et à une véritable protection légale des consommateurs se généralise rapidement, et qu'elle atteint désormais les couches les plus larges de la population. Ni l'économie, ni l'Etat ne peuvent méconnaître le défi qui leur est ainsi lancé; voilà qui nous incite à l'optimisme, - un optimisme assez différent de celui des partisans de la reprise à tout prix.



Mais une telle prolifération ne va évidemment pas sans force gaspillages et déperditions à tous les niveaux : les techniques les plus raffinées du marketing n'évitent pas l'échec de très nombreuses - et coûteuses - opérations de lancement de produits, tant il est vrai que la création de besoins ou la réponse anticipée à des aspirations non ressenties demeurent des exercices fort hasardeux. Le caractère futile ou carrément vain de certaines "créations" a quelque chose de choquant, surtout si l'on compare l'extrême sophistication de certaines des offres censées répondre à une demande solvable d'une part, et la pauvreté d'imagination et de moyens quand il s'agit de satisfaire des besoins collectifs et autres aspirations non commercialisables d'autre part.

Au reste, il faut bien convenir que ni l'extension des assortiments, ni encore moins la sophistication des équipements proposés ne signifient une amélioration de la qualité. Au contraire, les consommateurs constatent qu'on lime sur les composants, qu'on planifie l'obsolescence, et qu'on fabrique délicat à l'heure même où les réparations comptent parmi les prestations de services les plus onéreuses. La notion de durabilité, que les discussions à propos d'environnement et d'écologie ont contribué à populariser, n'a manifestement pas encore passé dans les bureaux d'étude, - à moins qu'elle se heurte à l'opposition des calculateurs de prix de revient industriels. Personne ne semble décidé sérieusement à entamer la reconversion qui s'impose, et que le marketing pourrait fort bien faire admettre s'il le voulait, au lieu de continuer à déployer ses efforts pour les objectifs plus faciles et plus futiles qu'il semble affectionner.

Les vraies raisons d'être optimistes

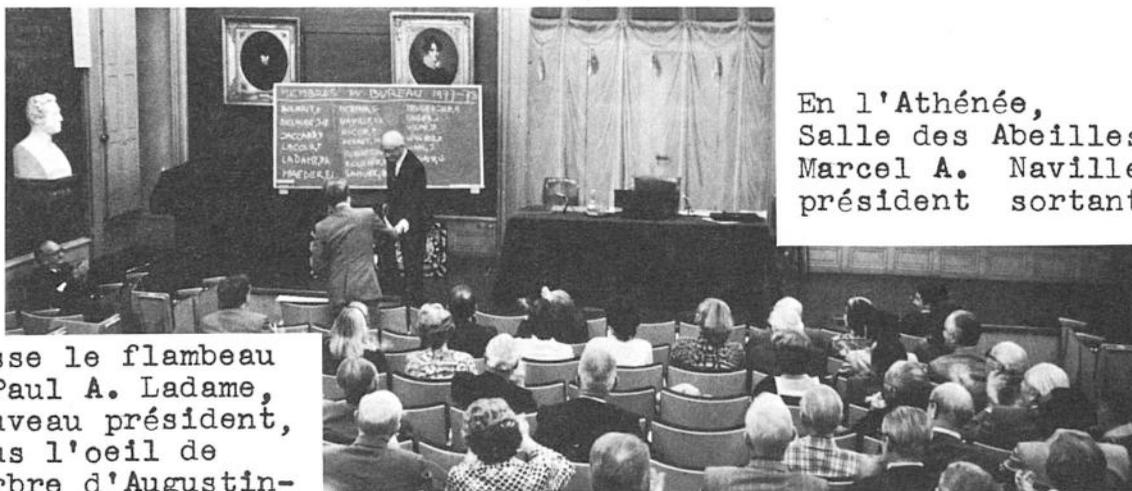
Les consommateurs peuvent se réjouir - un peu malicieusement - d'être devenus les objets d'une sollicitude universelle; ils peuvent se féliciter de voir les prix stabilisés; ils ont de bonnes raisons d'apprécier la diversité croissante de l'offre de biens et de services. Mais, on l'a vu, aucun de ces sujets ne peut donner lieu à une totale satisfaction.

Ceci dit, les consommateurs ont désormais de bonnes et sûres raisons de se sentir franchement optimistes; ces raisons, ils les trouvent en eux-mêmes, dans leur propre prise de conscience, par leur propre action. En effet, le consumérisme gagne chaque jour du terrain, à l'échelle de l'individu par le développement de l'esprit critique et du désir de s'informer auprès de sources impartiales, comme à l'échelle de la communauté par la pression croissante qu'exercent les consommateurs organisés. Car il n'y a pas de solution de continuité entre la prise de conscience personnelle à l'occasion d'une expérience peut-être mineure mais révélatrice de mécanismes et de rapports de force à coup sûr importants, et l'adhésion à une association de consommateurs capable d'organiser une action cohérente et donc efficace.

Les à-coups récents de la conjoncture ont fait ressortir l'importance que pouvait avoir le comportement des consommateurs. Ils l'ont eux-mêmes plus ou moins clairement senti, et ils sont de plus en plus nombreux à vouloir exercer leur POUVOIR d'achat. A long terme en tout cas, c'est une magnifique cause d'optimisme pour les consommateurs, - et pour la société de production, si elle veut bien s'adapter.

Y.J.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 5 SEPTEMBRE 1977



En l'Athénée,
Salle des Abeilles,
Marcel A. Naville,
président sortant,

passé le flambeau
à Paul A. Ladame,
nouveau président,
sous l'oeil de
marbre d'Augustin-

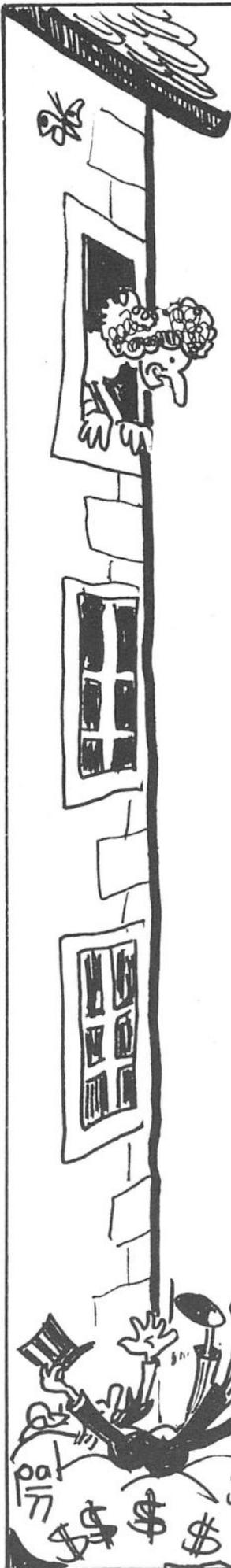
Pyramus de Candolle, président de la Société des Arts de 1825 à 1841. En témoignage de reconnaissance pour les services rendus, Ladame remet à Naville une lithographie (voir dans le prochain Bulletin) de Brun de Versoix, 1758-1815, publiée à l'occasion du deuxième centenaire de la Société des Arts, en 1976. Des lithographies du même peintre seront offertes, en souvenir de l'Athénée, aux orateurs qui viendront participer à nos débats en la Salle des Abeilles, pendant la saison 1977-1978. Sous le buste de Candolle, notre trésorier, Paul-Eric Perret, sourit et applaudit. Puisse-t-il en faire de même à la fin de l'exercice !

Photo von Mühlennen .

Au tableau noir figurent les noms des membres du Bureau, qui viennent d'être élus par l'Assemblée. Ce sont MM. P. Bourrit, J.-Cl. Delaude, P. Jaccard, P. Lacour, P.A.Ladame, E. Maeder, G. Mentha, M.A.Naville, P.Nicod, P.-E.Perret, G. Robert-Tissot, M.Roulier, R.-L. Samuel, A. Tevoedjre, L. Unger, J. Volpé, E. Wagner, J. Wahl et W. Widmer.

L'ASSEMBLEE GENERALE. Ce titre et l'article qui l'accompagne, ont été improvisés au tout dernier moment, retardant le Bon à tirer de 24 heures. Il n'était pas prévu d'en parler dans le Bulletin, mis à la disposition du grand public ("grand..." tout est relatif !), puisque l'Assemblée générale est, sinon fermée - puisque le Règlement encourage les membres de la Classe à y inviter leurs amis - du moins relativement confidentielle. C'est une sorte de fête de famille, où l'on est, une fois l'an, entre soi (ou devrait l'être : songez que la moitié des membres du Bureau étaient absents et que quelques-uns n'avaient même pas pris la peine de s'excuser) pour élire le nouveau président, et le vice-président (s'il y en a un), et le Bureau ; puis féliciter le président sortant pour sa gestion, approuver les comptes et enfin entendre, comme "dessert" (mais on pense, *in petto* : " quelle barbe") le conférencier de service.

Il était donc prévu de ne pas parler de l'Assemblée générale, mais de se contenter d'en envoyer le procès-verbal aux membres du Bureau, comme d'habitude, quand il n'y avait pas de Bulletin, au mépris (sans doute forcé) du Règlement, avec le rapport du président, celui du trésorier et la décharge des vérificateurs des comptes. Seulement, voilà ! Il y a eu un "coup de pouce du destin" !



On prête à Voltaire ce mot : " Si vous voyez un banquier genevois sauter par la fenêtre, suivez-le sans hésiter : il y a 10 % à gagner ! " Apocryphe ou non, je l'adopte sans hésiter.

Car, Oyez ! oyez ! Nous avons deux annonces de grandes banques dans ce numéro du Bulletin !

D'où - parce que, à l'imprimerie, les pages vont par quatre - l'obligation d'en composer, rédactionnellement, deux de plus. Alors, pourquoi ne pas les consacrer à l'Assemblée générale ? Disons : à un commentaire en marge de l'Assemblée générale.

Mais, tout d'abord : merci à ces banquiers - qui, pour nous, ont parfaitement un visage - pour la confiance qu'ils nous témoignent. Car ils sont méfiants de nature. Ils ne misent que sur un cheval gagnant. C'est ça, leur "secret" ! Ils n'ont pas donné d'annonce pour le premier numéro. Ils voulaient voir de quoi il avait l'air. Ils ont vu. Ils ont donné. Cela nous donne un moral de gagnant !

Car, il ne faut pas s'y tromper. Pour nous, une annonce, c'est comme un verre d'eau pour un voyageur perdu dans le Sahara !

Si nos prédécesseurs ont renoncé à appliquer l'article 8 du Règlement, ce n'est certainement pas par négligence. Ils n'en avaient tout simplement pas les moyens. Il fallait la candeur naïve du journaliste que je suis resté, et l'obstination du sportif que j'ai été.

Le patron d'une grande maison genevoise m'a, oh, très gentiment, éconduit. Il n'avait pas besoin de publicité. J'ai insisté. Il a cédé en souriant : " Je vous félicite pour votre acharnement et la peine que vous vous donnez pour faire paraître ce Bulletin (...) après avoir reconsidéré la situation avec mon père, j'ai le plaisir de vous informer que nous avons décidé, à titre philanthropique..."

N'est-il pas navrant de songer que certains lecteurs, en butant sur ce mot, esquissent un sourire ? Philanthropique ! Voyez-vous ça ! A notre époque matérialiste. Mais, elle crève de son matérialisme, historique ou non, notre époque, précisément ! Elle crève de ce que la philanthropie fasse sourire. Il n'y a pourtant rien de plus noble ! C'est un "sentiment qui pousse les hommes à venir en aide aux autres" (Larousse). C'est le sentiment qui a poussé de Saussure à venir en aide à Faizan ; le sentiment qui a poussé les Candolle, les Dufour, les Pictet, à faire de la Société des Arts ce qu'elle était...

Hélas ! Tempi passati ... Voici un jeune et dynamique membre du Bureau de la Classe. Il organise une grande manifestation. Il demande la liste de nos membres, pour les inviter. Je lui propose que la Classe figure parmi les organisateurs. Il refuse, courtoisement, car s'il acceptait, il devrait faire également faire figurer une douzaine d'autres sociétés dans le comité de patronage... Il fut un temps où être patronné par la Société était un honneur. Maintenant, c'est une servitude. Et voici un publicitaire. →

PROGRAMME 1977-1978

Suite de la page iii, précédant l'Editorial. Rappel :
 Lundi, 7 novembre 1977, 20 h.30
 à l'Athénée, débat sur
 LA PAIX DU TRAVAIL
 =====

Rien n'est nouveau dans l'histoire. Le dessin de droite, mis à notre disposition par l'érudite et aimable gardienne des trésors du cabinet des estampes de la B.P.U., Melle Chouet, montre "la plainte des cabinetiers" de Saint-Gervais, qui se sentent dupés par la victoire de James Fazy, lors de la révolution du 7 octobre 1846, qui a obligé le gouvernement à démissionner, rendant Fazy maître de Genève. Mais, se lamente l'horloger :
 " Ce triomphe laisse en oubli
 Les misères de l'établi. "



*Complainte
 sur le Triomphe du 7. Octobre
 . 1846.
 par LeCoco-Delafarce, horloger.
 Air lamentable des Pénitents.*

Lundi 5 décembre, dernier débat de l'année :

L'ENERGIE : PROBLEME CRUCIAL
 =====

En janvier 1978, pas de débat, mais un Bulletin contenant les Statuts, le Règlement et la Liste complète (si possible) des membres de la Classe d'Industrie et Commerce.

*J'ai beau me dire au fond du coeur
 Que je suis un farouche vainqueur,
 Je trouve que le 7. Octobre
 De laurier, pour moi, fut bien sobre;
 Ce triomphe laisse en oubli
 Les misères de l'établi.*

- 6 février 78 LES BANQUES EN QUESTION - oligarchie ? - scandales - secret - politisation - crédibilité ; avec MM. Maurice AUBERT, banquier privé; Alfred B. BERGER, Merrill Lynch ; Jean-Louis DELACHAUX, Crédit Suisse et Mme X (Féd.Romande Consom.)
- 6 mars 1978 LES MASS MEDIA SUR LA SELLETTE , avec Christian BERNADAC, 1ère chaîne TV, Paris ; Claude TORRACINTA, TV romande ; Mme Jeanne HERSCH, philosophe et Pierre von SCARPATETTI, victime ...
- ➔ avril
- ➔ et mai L'EUROPE UNIE ? LA SUISSE ET L'ONU ; ou LE JURA avec Denis de ROUGEMONT, Georges-Henri MARTIN, Charles MULLER de l'AELE et autres personnalités.

➤ Il connaît admirablement son métier. Il sait ce qui porte. Ses annonces sont des chef-d'oeuvres du genre. Je lui propose d'adhérer à notre Classe. Son dynamisme pourrait apporter beaucoup au développement de l'économie genevoise. Il décline. Il fait déjà partie de tellement de sociétés, par obligation professionnelle...
 Il fut un temps où, faire partie de notre Classe était un honneur. Maintenant, c'est une servitude. Vraiment ? Je ne veux pas ➔

le croire. Je suis tout au contraire convaincu qu'une société comme la nôtre a encore sa raison d'être : a plus que jamais sa raison d'être.

Plus que jamais, si elle joue son atout majeur : la qualité, c'est-à-dire la valeur inestimable, incalculable, marginale, subjective, qui est en économie la vraie valeur, comme l'a enseigné Boehm-Bawerk, aujourd'hui noyé dans l'océan de la quantité, du bon marché, du toc, de la poudre aux yeux pour la masse.

Il faut revenir à l'Ecole viennoise. Il faut lutter pour le respect de la morale dans notre économie, pour mériter, conserver, regagner, si elle est perdue, la confiance en nos "arts" et en nos "services", qui est notre seule richesse.

Certes, il y a des signes décourageants : des membres du Bureau qui n'excusent même pas leur absence j'ai déjà parlé. Mais que dire des quelque 380 membres de la Classe qui ont brillé par leur absence et dont cinq seulement se sont excusés ? Et n'est-ce pas déprimant d'être obligé d'avoir recours à un pseudonyme - même si c'est celui de votre grand-mère paternelle - pour parler devant une salle qui ne soit pas déserte, comme d'habitude ?

Telles sont les réflexions que nous ont été inspirées par cette première expérience de la présidence d'une institution telle que la Classe de l'industrie et du commerce de la Société des Arts de Genève. Elles seront approfondies. Car il y a, heureusement, aussi des échos encourageants. P.A.L.

ÉCHOS DE LA PRÉCÉDENTE CONFÉRENCE

Sous cette rubrique, nous publierons régulièrement des extraits de lettres ou d'articles de presse.

De M. Michel C., ingénieur : "J'ai été très impressionné par le magistral tour d'horizon dans le domaine de la pensée que vous avez présenté le 5 septembre. Je suis conscient du travail qu'a représenté cette oeuvre de synthèse et vous en félicite..."

De Danielle C., secrétaire : "Quant au Bulletin, son aspect et sa présentation donnent envie de l'ouvrir ; quelle idée précieuse d'y écrire le squelette de la conférence du jour ! "

LA SUISSE (4/9/77). A.-L. Sugar écrit, sous le titre "Prestigieux anniversaire" : " D'ores et déjà, la participation d'éminentes personnalités est assurée et ceci de telle façon qu'il y ait un véritable débat contradictoire, auquel le public pourra se mêler." Une femme siègera chaque fois dans le "panel" de quatre orateurs."

COOPERATION (15/9/77) sous le titre : "Une nouvelle jeunesse" :

" L'économie genevoise ...est aujourd'hui sur la sellette : la crise est là - une crise de société, si ce n'est de civilisation, qui ne doit laisser personne indifférent"

L'ORDRE PROFESSIONNEL : "Des débats passionnants en perspective, sur des sujets de haute actualité." (1/9/77)

TRIBUNE DE GENEVE : " (Le nouveau président) a tenu à imposer une nouveauté : la publication d'un bulletin qui sera en vente au début de chaque conférence, et qui résumera le sujet de la soirée, afin de combler les lacunes que chacun ressent après une conférence lors de laquelle il n'a pas pu retenir les chiffres, les noms et certains passages..." (6/9/77)



ABONNEMENT AU BULLETIN

Le soussigné :

NOM

PRENOM

FONCTION

ADRESSE

.....

SIGNATURE

Désire s'abonner au BULLETIN de la Classe de l'Industrie et du Commerce de la Société des Arts de Genève. Ce BULLETIN paraîtra, sauf cas de force majeure, de septembre 1977 à juin 1978, le premier lundi de chaque mois. Le prix du numéro est de Fr 5.- Celui de l'abonnement de Fr 40.- pour dix numéros. Le Trésorier de la Classe enverra la facture à l'adresse ci-dessus indiquée.

DEMANDE D'ADMISSION

Le soussigné :

serait désireux de devenir membre de la Classe industrie et commerce de la Société des Arts, pour soutenir ses efforts et participer, dans la mesure du possible, à ses manifestations.

Signature :

Date :

Parrains :

Signatures :

.....

.....

Veillez, s'il vous plaît, retourner cette feuille, dûment remplie, à l'adresse suivante :

M. le Président de la Classe Industrie et Commerce, Palais de l'Athénée,
2, rue de l'Athénée
1204 G e n è v e



photographe rue de berne 25 1201 genève téléphone 32 74 33

jean von muhlenen



" Cavalier montant en selle ", par L.A. BRUN dit Brun de Versoix, 1758 - 1815 , Lithographie publiée à l'occasion du deuxième centenaire de la Société des Arts, 18 avril 1976

UNIQUE EN SUISSE : GRANDS FILMS CLASSIQUES SUPER 8 CINE SONORE
***** EN LOCATION et VENTE

Cinémathèque/Le choix le plus important

photos publicitaires et industrielles - reportages - agrandissements géants, noir et couleur - prises de vues cinéma - fournitures de matériel photo et ciné, toutes marques

votre partenaire

**SOCIÉTÉ DE
BANQUE SUISSE**



SIÈGE DE GENÈVE
2, rue de la Confédération
Tél. (022) 22 41 11

SIÈGE DE LAUSANNE
16, place St-François
Tél. (021) 21 91 11

Aeroplanus helveticus africophilus S.R.

Une variété de plus en plus répandue en Afrique.



Grâce à ses ailes d'argent étincelantes et à ses belles rayures rouges, *Aeroplanus helveticus africophilus* S.R. est aisément identifiable, même pour un profane. Jusqu'ici, cependant, l'entomologie officielle ne le connaît guère. A tort. Car *Aericophilus* S.R. (les lettres S.R. désignent Swissair, qui l'a découvert) – espèce qui se subdivise en DC-10, DC-9 et DC-8 – est sans aucun doute un insecte utile.

Etsi l'on songe à son volsilencieux et à la discrétion exceptionnelle de son comportement dans le milieu naturel, on peut même aller plus loin: c'est probable-

ment l'insecte le plus utile qui se soit jamais posé en Afrique. Un fait le prouve: guidé par un sûr instinct, il vole inlassablement, toutes les semaines, de Suisse à Abidjan, Accra, Alger, Casablanca, Dakar, Dar-es-Salaam, Douala, Johannesburg, Khartoum, Kinshasa, Lagos, Le Caire, Libreville, Monrovia, Nairobi, Oran, Tripoli et Tunis.

Swissair et votre agence de voyages IATA se feront un plaisir de vous fournir l'horaire détaillé des vols Swissair à destination de l'Afrique.

